

ÉDITORIAL: PREMIER MAI...

Premier Mai! L'histoire clame des souvenirs exaltants qui s'inscrivent mal dans le monde moderne. Chicago, les huit heures! Fournies! les massacres! Une forêt de drapeaux noirs, de drapeaux rouges flottent sur la marée humaine qui déferle sur les boulevards clamant sa foi en un monde meilleur. Ce sont ces Premier-Mai de combat qui ont forgé une génération de militants qui construisirent dans le pays le Mouvement ouvrier, mais, à côté du Premier-Mai d'épopée, il existe un autre Premier-Mai qui donne à l'autre sa signification profonde. C'est le Premier-Mai revendicatif, l'instant où le mouvement ouvrier communique aux travailleurs silencieux attentifs, le plan de travail qui au cours de l'année leur permettra un nouveau bond en avant.

Le premier Mai 1963 clôt une série de luttes dominées par la grève des mineurs et qui ont marqué un net réveil de la combativité ouvrière. Il s'ouvre sur un discours de De Gaulle, qui en précisant l'attaque du pouvoir contre nos libertés doit déterminer nos objectifs.

De Gaulle, dans ce langage simple et précis qu'on lui connaît a été très clair. Pour lui la vocation de grandeur qu'il incarne a une contrepartie absolue: la limitation de l'évolution sociale, le maintien des structures économiques, le renforcement de l'État. De Gaulle veut la bombe, mais la bombe conditionne l'existence d'une société hiérarchisée, d'une société de classes. De Gaulle laissera en place les privilèges et le peuple paiera la bombe! Et De Gaulle a précisé sa pensée après avoir évoqué les rattrapages nécessaires: «*A aucun moment, s'est-il écrié, il ne peut être question de PARITÉ!*». Le mot est énorme! Au moment où les organisations ouvrières, en proie au complexe de la technique osent à peine parler de la hiérarchie insupportable des salaires et des revenus, c'est lui qui, sentant cheminer doucement et inconsciemment dans l'esprit des hommes l'idée de l'égalité économique pose publiquement le problème et proclame au nom de la diversité sa volonté de maintenir le privilège de classes.

Et c'est De Gaulle qui nous livre pour ce premier Mai la revendication centrale, LA PARITÉ. C'est-à-dire, le partage égalitaire entre tous les citoyens de ce pays des richesses produites en commun. De Gaulle, pour justifier sa politique économique a fait état du Plan de quatre ans et de l'accord donné par les bonzes syndicaux aux perspectives que ce Plan traçait. Là encore. De Gaulle nous a désigné un point contre lequel tous nos efforts doivent se porter: le quatrième Plan, organisation de sauvegarde des privilèges, machine à financer la bombe par le travail. L'équivoque n'est plus permise. Il faut arracher l'organisation ouvrière de la commission du Plan qu'elle cautionne involontairement.

Mais si De Gaulle, pour sa politique de grandeur, la politique de Richelieu: prestige extérieur, ordre et obéissance à l'intérieur, entend maintenir aux classes qui l'appuient tous leurs privilèges, contre l'opposition, contre le monde du travail, la menace, voire le chantage, se précise: «*Ce qui s'est passé risque de peser sur l'avenir de votre profession!*» s'exclame-t-il. Et à travers la phrase imprécise, De Gaulle nous prévient que si la grève gêne sa politique il n'hésitera pas à trouver des sources d'énergie maniées par des mains plus dociles que celles des mineurs. Et la encore De Gaulle nous indique quelle est la troisième perspective de lutte dont le Premier Mai doit être le départ: la défense des libertés et en conséquence du droit de grève et de la liberté d'association.

Le problème est clair, au risque de provoquer une guerre. De Gaulle continuera sa politique de grandeur. Pour la financer il s'opposera à toutes augmentations des conditions d'existence du prolétariat et pour mater les rébellions, il s'apprêtera à limiter les libertés, à casser les organisations ouvrières.

L'outil de De Gaulle c'est l'État, gardien des structures de la société, point fort mais également point faible du système et c'est là qu'il nous faut porter notre effort, De Gaulle veut casser l'organisation ouvrière, épine dorsale du prolétariat, le prolétariat doit casser les structures économiques, socle sur lequel l'État se dresse. L'année ouvrière doit être une année de lutte pour la PARITÉ, une année de lutte contre le Plan, une année de lutte pour toutes les libertés auxquelles le pouvoir s'attaque.
